

FRANÇOIS BEL (\*)

## RENOUVEAU DES PROBLÉMATIQUES DE LA PETITE AGRICULTURE EN FRANCE

En France la petite exploitation agricole suscite un regain d'intérêt depuis quelques années. Pendant les années de la «croissance heureuse» les petites exploitations n'ont été considérées le plus souvent que comme les restes d'une agriculture qui ne pouvait prendre la voie de la modernisation. A ce titre elles ont fait l'objet de mesures sociales et si elles ont été mises en avant dans des proclamations politiques voire syndicales elles n'ont pourtant pas pu constituer une base principale à des actions sociales d'envergure.

Depuis que la crise économique générale fait sentir ses effets et manifeste des changements profonds dans la situation de l'agriculture un certain renouveau se produit vis à vis des petites exploitations. Mais surtout la reconsidération des conditions de l'exercice de l'activité agricole dans la crise fait apparaître de nouveaux enjeux par rapport auxquels leur situation n'est peut être plus aussi systématiquement défavorable que par le passé. Enfin une certaine convergence revendicative est moins improbable entre les exploitants moyens et petits ce qui ouvre des éventualités de changement dans le rapport des forces syndicales en agriculture.

Dans les lignes qui suivent on se propose d'examiner la situation des petites exploitations dans l'agriculture française avant la crise et pendant, puis de présenter les lignes de réflexion qui s'ouvrent actuellement dans le sens du renouveau des problématiques sur la petite exploitation.

---

(\*) Institut National de Recherche Agronomique (INRA), França.

LES PETITES EXPLOITATIONS  
DANS L'AGRICULTURE FRANÇAISE

Pour situer ces petites exploitations dans la dynamique d'évolution qui a marqué l'agriculture depuis la reconstruction et surtout depuis 1960 jusqu'à la crise économique de 1973 je propose de rappeler les règles de fonctionnement de l'agriculture dans l'ensemble de l'économie.

Les principaux mouvements ont été *l'intensification de la production, la concentration des surfaces et la spécialisation des exploitations*. Ces trois caractéristiques sont étroitement reliées entre elles. L'intensification a été menée principalement sous l'effet de l'introduction des progrès techniques au sein des exploitations par la mécanisation et la motorisation ainsi que par la sélection des espèces et le recours croissant aux fertilisants et produits de traitement. C'est dire l'influence considérable qu'on pris progressivement les firmes d'amont dans la définition des modèles de production agricole. Le rôle des industries de transformation a été important par les exigences croissantes qu'elles ont imposé à l'agriculture en matière de qualité, d'homogénéité et de régularité de la production.

L'intensification, qu'on a pu aussi appeler industrialisation de l'agriculture, en raison du rôle prépondérant que les industries d'amont et d'aval ont joué dans son orientation, s'est traduite par un accroissement considérable des investissements, des consommations intermédiaires, et de la production.

Dans la concurrence des exploitations entre elles sur les marchés, celles qui étaient le moins bien placées se sont fait éliminer peu à peu. Ainsi la marche glorieuse de l'agriculture vers le progrès telle qu'elle était abondamment présentée au début des années 60, a été un chemin jalonné des tombes des exploitations qui ont disparu.

Bien entendu il s'est agi des tombes des petites exploitations.

Mais précisons tout de suite que les grandes exploitations ne sont pas des Latifundia. Même si 30 000 d'entre elles dépassent actuellement 100 ha de surface agricole utilisable ce ne sont pas elles qui ont le plus bénéficié du mouvement de concentration vers de plus grandes surfaces. En 1975 sur 1 390 000 exploitations 600 000 ont moins de 10 ha, 650 000 entre 10 et 50 ha et 140 000 plus de 50 ha. Mais entre 1955 et 1975 le nombre d'exploitations a diminué de moitié et leur surface moyenne est passée de 14 ha à 22 ha.

Les exploitations de plus de 50 ha qui détenaient en 1955 le 1/4 de la surface agricole française en détiennent 42% en 1975.

La diversité des spécialisations et l'importance croissante de l'équipement des exploitations sont deux éléments qui rendent approximatif le raisonnement sur les petites exploitations en termes de superficie.

Cependant à un niveau assez global qui est celui que nous retenons ici l'indication des surfaces est relativement significative:

- en effet le mouvement vers l'agrandissement du seuil de viabilité des exploitations se produit dans la plupart des spécialisations: lait, viande bovine, terres arables et bovins, vin..;
- la capacité des exploitations à investir et poursuivre leur modernisation est liée à leur taille économique dont la surface est un des éléments même s'il n'est pas toujours déterminant.

On dispose d'éléments précis sur les mouvements de taille des exploitations entre 1970 et 1975 (comparaison recensement — enquête EPEXA). d'où il ressort que les exploitations de moins de 20 ha sont celles qui enregistrent la très large majorité des disparitions et des diminutions de surfaces. A l'opposé les disparitions sont faibles pour les exploitations de plus de 50 ha et on enregistre pour elles d'importantes augmentations de surface qui proviennent des exploitations de 20 à 35 ha.

Une intense restructuration se déroule dans les exploitations de taille moyenne comprises entre 24 et 50 ha.

Modernisation, intensification, industrialisation des exploitations ont rendu à la fois possible et nécessaire un *exode massif de main d'oeuvre* depuis les petites exploitations vers les secteurs industriels et des services en développement. Les hausses de productivité considérables que l'intensification permettaient ont dans le même temps dévalorisé relativement les produits agricoles et contribué à l'amélioration des profits dans les industries alimentaires qui les transformaient dans des proportions de plus en plus importantes.

Le départ de la main d'oeuvre s'opère de manière cruciale au moment où les enfants de l'exploitant parviennent à l'âge de prendre un métier et ceci en deux phases. Lors du premier emploi, pris surtout pour les fils, après quelques années de pratique agricole sur l'exploitation paternelle comme «aide familial». Ainsi en 1970 parmi les fils d'exploitants ayant entre 15 et 34 ans 30% avaient trouvé leur premier emploi en dehors de l'agriculture et sur les 70% restant qui avaient commencé

par travailler dans l'agriculture la moitié seulement y étaient restés.

Ce sont les exploitations les plus petites qui ont fourni les rangs serrés de l'exode agricole, celles pour lesquelles la reprise par un fils ou un gendre n'était pas possible car leur taille n'offrait pas la perspective d'y faire vivre une famille.

Ainsi entre 1965 et 1970 dans les exploitations

de moins de 5 ha	1	aide familial sur 2	quittait l'agriculture
de moins de 20 ha	1	»	4 »
de plus de 50 ha	1	»	8 »

Répartition de la population active agricole, en millier:

	1955	1970	1975	Evolution (taux 70-75 annuels)
chefs d'exploitation	2 284	1 588	1 331	— 3,5
aides familiaux	3 223	1 924	1 502	— 4,8
salariés permanents	628	335	253	— 5,5
total	6 136	3 847	3 086	— 4,3

c'est-à-dire que en 1975 la population active était  
constituée pour 43% de chefs d'exploitations  
28% de leurs conjoints  
21% des autres aides familiaux  
8% de salariés permanents

Une autre manière de recouper l'exode agricole et la taille des exploitations consiste à repérer l'importance des surfaces à partir desquelles le nombre d'exploitations s'accroît dans le temps. C'est en quelque sorte une mesure du seuil de viabilité:

entre 1955 — 63 le nombre des exploitations de + 20 ha s'accroissait  
entre 1963 — 67 c'est à partir de 25 ha que les effectifs s'accroissaient  
» 1967 — 70 » 30 ha »  
» 1970 — 80 » 40 ha »

Les départs de l'activité agricole pour nécessaires qu'ils étaient du fait de l'intensification, ont été possibles parce que des opportunités d'emplois se présentaient dans les autres secteurs. L'industrie et le bâtiment pour les hommes, l'industrie et les services pour les femmes. Mais dans l'ensemble les emplois auxquels accédaient les enfants d'agriculteurs en dehors de l'agriculture étaient des postes de travail peu qualifiés, bien souvent assortis d'un changement de résidence en direction des banlieues des grandes villes.

La politique agricole de l'Etat relayée en partie par la CEE a largement favorisé cette évolution et organisé le mouvement sur plusieurs points que je me contente d'évoquer.

- La doctrine de la gestion de l'agriculture à partir des Industries Agricoles et Alimentaires a conduit à faire passer une bonne partie des aides à travers le soutien aux firmes de transformation. Charge à elles de transférer le dynamisme ainsi créé en direction de l'agriculture, selon des inflexions propres à leur logique de fonctionnement;
- La politique d'aide à la modernisation agricole sous forme de prêts à taux bonifié par l'Etat a joué un rôle éminent dans la sélection des exploitations: la définition du profil technico-économique des bénéficiaires a contribué à dessiner l'image des exploitations d'avenir;
- La politique socio-structurelle à travers l'Indemnité viagère de départ a poussé le mouvement de libération du foncier par les petites exploitations en faveur de l'agrandissement des exploitations moyennes et grandes;

Dans cette période les organisations syndicales paysannes ont tenu un discours unifiant sans prendre en compte la diversité d'intérêts des couches d'exploitants. La modernisation, le progrès étaient présentés comme des chances que chaque exploitation devait saisir. L'incapacité dans laquelle beaucoup étaient de saisir effectivement ces opportunités était très systématiquement sous évaluée. Les préoccupations syndicales étaient centrées sur l'organisation des marchés et l'obtention de prix rémunérateurs. L'adversaire désigné était l'ensemble des firmes privées agro-alimentaires et le moyen de les contraindre à payer davantage: l'organisation des producteurs et l'extension des coopératives qui devaient valoriser le produit agricole jusqu'à la transformation.

#### L'ÉMERGENCE DE NOUVELLES CONDITIONS POUSSE AU RÉEXAMEN DE LA PETITE AGRICULTURE

1.° — Depuis la fin des années 60 un ensemble d'effets négatifs directement ou indirectement liés à l'industrialisation de l'agriculture a commencé à se manifester et à susciter des interrogations sur l'extension du modèle d'intensification dominant;

- L'accélération de l'exode et le déclassement des petites exploitations ne se manifestent pas de manière homogène sur le territoire: les régions de montagne et des régions marquées par les petites structures sont en voie de dévitalisation rapide. Le problème des régions «difficiles» est rendu plus aigu:

Les caractéristiques de l'intensification rapide ne sont pas adaptées à l'agriculture de ces zones, or les produits qu'elle met sur les marchés sont en concurrence avec ceux qui sont élaborés grâce à des techniques plus performantes. Dans ces zones les exploitations périssent lentement d'autant qu'il n'existe guère d'autres emplois possibles. La population vieillit ou s'exile et des régions entières agonisent (massif central, moyenne montagne, campagnes profondes).

- Dans les régions où l'intensification s'est déroulée massivement des effets nocifs se produisent sur l'environnement à un niveau où ils ne sont pas pris en compte par le marché. Citons notamment les pollutions produites par les lessivages des engrais azotés dans les régions de grandes cultures, les pollutions causées par les déjections animales en zone d'élevage hors sol intensif (porcins, volailles);
- Sur les exploitations intensifiées certains effets négatifs se font sentir:
  - problèmes sanitaires dans les élevages très concentrés;
  - problèmes de tassement de sols dûs à l'usage immodéré de matériels puissants et lourds dans les grandes cultures;
  - problèmes de traitements phytosanitaires amplifiés par la simplification des rotations végétales;
  - pertes d'humus dans les sols que ne peut compenser une fertilisation de synthèse.

A ces phénomènes qui sont produits par les formes que prend la modernisation de l'agriculture vient s'ajouter, à partir de 1973-74 un changement des conditions générales dans lesquelles l'agriculture fonctionne avec le déclenchement de la crise économique.

2.° — La crise remet en cause certaines articulations entre l'agriculture et le reste de l'économie.

- La montée du chômage freine l'exode. La difficulté accrue de trouver du travail en dehors de l'agriculture ralentit la diminution du nombre d'exploitations et de la population active agricole:

Taux d'évolution annuelle	1970-73	74-78
Nombre d'exploitations	— 3,2%	— 2,7
Population active agricole	— 5,5	— 3,5

Les enfants d'agriculteurs ont moins que le passé la possibilité de partir. Ou peut faire l'hypothèse que leur maintien à l'agriculture est d'abord envisagé comme provisoire, mais que au bout d'un certain laps de temps leur présence incite à créer un poste de travail définitif supplémentaire afin de fournir un revenu correspondant sur l'exploitation.

La dynamique d'intensification à base de remplacement du travail vivant par du capital est alors probablement infléchie dans le sens d'un certain accroissement de capital pour valoriser la présence de travail vivant disponible.

Il faut donc s'attendre à un ralentissement de la concentration des terres, à des tensions sur le marché foncier.

— L'évolution des prix des produits agricoles ne suit plus celle des produits nécessaires pour réaliser la production ce qui lamine les revenus agricoles;

L'inflation des prix des produits agricoles depuis 1973 tourne entre 6 et 7% tandis que les consommations intermédiaires voient leur prix s'accroître de 9 à 10% par an et les éléments qui entrent dans l'investissement en agriculture de 11 à 12%. La condition pour que cette situation soit tenable par les agriculteurs serait une forte augmentation de la productivité des inputs achetés. Or tel n'est pas le cas jusqu'en 1978 en tous cas.

Evolution annuelle en volume	1959-74	1974-78	78-80
Livraisons	+ 3,1%	+ 0,6%	+ 5
Consommations intermédiaires	+ 6,8	+ 2,8	+ 4,6

Le revenu brut par exploitation qui progressait en pouvoir d'achat de 4% par an jusqu'en 1974 (depuis 1961) a connu une évolution négative depuis (— 1,2% l'an de 1974 à 80). Le revenu net a suivi une courbe encore plus défavorable.

Ainsi les capacités de financement de nouveaux investissements sont réduites au moment où le maintien d'une main d'oeuvre relativement forte dans l'agriculture appellerait des efforts dans ce sens. L'endettement n'apparaît pas comme un recours indéfiniment extensible d'autant qu'il atteint un niveau très élevé (1,6 fois le revenu net en 1970, 2,6 fois en 1978).

— La crise touche également les secteurs industriels les plus liés à l'agriculture:

— réduction de la croissance des achats par l'agriculture en matériel, engrais et concurrence internationale accrue des firmes;



- concurrence très vive des firmes d'aval qui tentent de se localiser sur les transformations les plus profitables et délaissent des secteurs au profit de la coopération.

La stagnation du revenu et les difficultés de poursuite du mouvement d'intensification en capital ne touchent pas également toutes les exploitations. Il semble qu'elles font particulièrement sentir leurs effets sur les exploitations moyennes dynamiques et endettées. Si c'est le cas la remise en cause du « productivisme » qui commence à s'opérer au niveau de la discussion parmi cette couche d'agriculteurs aurait une base économique profonde.

Il serait alors possible qu'une certaine convergence de positions se manifeste avec les petits agriculteurs déjà délaissés par le train du progrès technique sur:

- l'attribution des aides publiques:
  - remise en cause des plans de développement
  - attribution de crédits bonifiés;
- l'organisation des coopératives d'approvisionnement et leur orientation vers une adaptation des petites exploitations.
- l'expérimentation et la recherche de nouvelles voies d'intensification en travail et non pas surtout en capital.

#### VERS UN RENOUVEAU DES PROBLÉMATIQUES SUR LES PETITES EXPLOITATIONS?

A titre d'hypothèse ne peut-on pas renverser la perspective en vigueur sur les petites exploitations et ne plus les considérer comme des résidus du passé en voie d'extinction mais à certains égards comme détentrices de certaines caractéristiques des exploitations agricoles de l'avenir et même comme les agents sociaux d'une inflexion des tendances de l'agriculture dans son ensemble.

- De la résistance de la petite agriculture à l'agriculture de résistance:

Par rapport au modèle dominant impulsé par les firmes, favorisé par la politique agricole et diffusé par les organismes d'encadrement de l'agriculture les petites exploitations ont depuis longtemps montré une résistance considérable.

C'est peut être parce que les paysans sont arriérés ou hostiles au changement, victimes idéologiques de la propriété mais je ne crois pas que ces affirmations soient prouvées et on est en droit de se demander si la petite exploitation ne recèle



pas certains atouts qui ont été singulièrement négligés par les économistes ruraux au moins!

Les exploitations exclues du modèle dominant constituent une périphérie dont la compréhension n'est pas facile en partant des schémas classiques de comptabilité fondés sur la valorisation monétaire. En l'absence de recours à ces données comptables des enquêtes approfondies devraient être faites sur la base des hypothèses suivantes:

- elles résistent par une valorisation de leur diversité interne: au contraire du mouvement de spécialisation elles conservent un assez grand nombre de productions qui se complètent dans le temps, et dans l'utilisation des sous produits, par exemple:  
animal-végétal: fertilisation  
lait-porc: petit lait
- la diversité de productions peut aussi favoriser la stabilisation du revenu en jouant sur des produits dont les cours ont des variations annuelles importantes, l'adaptation aux conditions faites par le marché est alors bien différente de la fuite en avant productiviste;
- L'adaptation passe sans doute aussi par une pluri-activité de la main d'oeuvre qui peut aller de
  - . la vente directe des produits sur les marchés
  - . à des activités artisanales en milieu rural (construction)
  - . et à la valorisation de ressources cueillies qui dans certaines régions fournissent des rentrées d'argent appréciables (petits fruits sauvages, champignons...);exploitants périphériques ils utilisent aussi les ressources périphériques de l'économie de la production;
- Dans un registre moins exotique l'auto fourniture de production alimentaire pour la famille de l'exploitant est répandue sur les petites exploitations tandis qu'elle a disparu dans les exploitations spécialisées.

L'auto fourniture sur l'exploitation d'une partie du temps de travail plutôt que son achat sous forme de paiement de services ou de produits est une modalité d'intensification en travail qu'on peut observer: auto construction de bâtiments d'élevage, mélange à la ferme d'éléments pour fabriquer les aliments du bétail.

Au delà de ces comportements de résistance par rapport au modèle concentré et spécialisé certains petits exploitants se posent comme des résistants conscients de certains enjeux de leurs pratiques productives: le refus d'adoption du modèle

dominant s'il relève dans bien des cas de son improbable succès est aussi présenté comme une démarche d'opposition à l'intensification du travail, à la dépendance non maîtrisable vis-à-vis des firmes ou du crédit agricole, voire d'opposition à l'Etat (fisc, pourvoyeur de primes);

— A plus long terme certaines évolutions qui commencent à se dessiner peuvent modifier la situation des petites exploitations à l'égard du progrès des techniques.

. L'importance des progrès attendus en matière de biotechniques dans l'agriculture peut réévaluer le savoir faire humain d'exploitants hautement qualifiés: l'adaptation de techniques fines à des conditions locales particulières et diversifiées, voire changeantes du fait des aléas qui interviennent dans les conditions de la production agricole;

. L'extension probable du rôle de l'agriculture dans la fourniture de matières de base pour des usages non agricoles: valorisation de la biomasse recèle aussi des possibilités de multiplication des complémentarités entre productions sur l'exploitation (sous produits).

Dans ce domaine toutefois l'orientation des recherches vers des techniques de production de masse ou au contraire d'utilisation décentralisée (notamment pour l'énergie) sera déterminante pour amplifier ou réduire l'avantage que peuvent présenter les petites exploitations.

Cette prospective lointaine est bien risquée, aussi pour terminer je reviendrai à un horizon plus proche. La concurrence internationale des produits agricoles fait coexister sur un même marché des biens produits dans des conditions très diverses et dans l'état actuel ceux qui proviennent d'exploitations de grande taille économique sont les moins chers, aussi tout en réfléchissant sur l'avenir des petites exploitations prenons garde à ne pas faire trop vite de nécessité vertu.

## BIBLIOGRAPHIE

- Agricultura y sociedad: travaux récents de l'équipe IRA — IREP — Grenoble, numéro à paraître  
 Cahiers de la Statistique agricole: n° 42 étude concentration 1970-74  
 SCEES Ministère de l'Agriculture  
 Cahiers de la Statistique agricole: n° 42 étude concentration 1970-74  
 SCEES Ministère de l'Agriculture